

# Episode 6 - Laurent Solly, Directeur Général, Facebook France

*Le 15 avril 2021 marquait la 1000<sup>e</sup> parution de la note de veille INSIGHT NPA. Pour l'occasion 23 contributeurs exceptionnels partagent leur vision des enjeux clés de l'Horizon 2030.*



Avec plus de 3 milliards de personnes qui utilisent nos applications chaque mois, Facebook est un miroir de la société, de sa cohésion et de son unité mais aussi de ses tensions et de ses divisions. Aux côtés d'une centaine de milliards d'interactions quotidiennes positives, une infime proportion de contenus préjudiciables subsistent, Facebook a ainsi une grande responsabilité dans la modération des contenus. L'enjeu est de taille: il faut trouver un juste équilibre afin de permettre la liberté d'expression, garantir la sécurité des utilisateurs et protéger l'innovation. C'est l'un des enjeux majeurs pour notre industrie dans les années à venir.

Pour cela, nous avons créé des règles, les Standards de la Communauté, qui constituent les lignes directrices pour définir quel contenu peut être publié ou non sur nos plateformes. L'application de ces normes est mesurée tous les trois mois, et est mise en lumière dans notre rapport de d'application des Standards de la Communauté qui précise de nombreuses données chiffrées sur les actions prises par Facebook à l'encontre des contenus publiés sur Facebook et Instagram.

Grâce à cela, nous pouvons le dire : nous avons fait des progrès incontestables dans la modération, notamment dans la lutte contre la propagation des discours haineux. Les chiffres de notre dernier rapport de transparence en sont révélateurs. **Au dernier trimestre 2020, nous avons identifié plus de 97% des contenus haineux sur Facebook avant le signalement par un utilisateur à Facebook, alors que ce chiffre était de 60 % au dernier trimestre de 2018 et de seulement 24% en 2017 !**

Le respect de ses règles et les progrès observés constituent le résultat de nombreux efforts

réalisés par l'entreprise. D'abord, un investissement humain massif, nous avons embauché plus de 35 000 personnes qui œuvrent à faire appliquer nos politiques en matière de contenus. Ensuite, un investissement financier conséquent. Le budget investi pour assurer la sûreté et la sécurité des utilisateurs est plus important aujourd'hui que les revenus de l'entreprise lorsqu'elle est entrée en bourse en 2012, cela est révélateur de l'importance que porte Facebook à ces enjeux.

Toutefois, garantir une expérience plus sécurisée sur nos plateformes, ne doit pas reposer sur les seules actions de l'entreprise, mais plutôt sur une forte collaboration de toutes les parties prenantes (experts, ONG, gouvernements, décideurs publics, régulateurs etc.) pour définir les contours d'une régulation nouvelle et adaptée aux enjeux de notre siècle. **Ce n'est pas le rôle d'une entreprise privée comme Facebook de prendre autant de décisions chaque jour sur ce qui peut être publié ou non.** C'est pour cette raison que nous avons lancé le Conseil de Surveillance, une organisation indépendante composée de personnalités de haut niveau : journalistes, militants, juristes, ex-responsables politiques etc. C'est une expérience inédite de mise en place d'une nouvelle gouvernance de la tech, sans équivalent dans le domaine, et ainsi une innovation importante pour l'industrie. Personne n'avait fait cela avant, plus important encore, nous n'avons pas attendu la régulation pour mettre en place cette structure. Lancé il y a quelques mois, le Conseil a déjà rendu de nombreuses décisions qui s'imposent à Facebook - qui ont déjà été mises en œuvre - et formulé des recommandations dans de nombreux domaines.

### **« Nous avons un dialogue constructif avec le gouvernement français, et avec les régulateurs »**

C'est incontestable, il y a un débat sociétal et politique légitime à avoir sur le rôle de la technologie dans la société, et notamment des plateformes numériques comme Facebook. Nous en sommes tout à fait conscients, c'est pourquoi nous avons un dialogue constructif avec le gouvernement français, et avec les régulateurs. C'est le cas tout particulièrement avec le CSA. Nous travaillons avec l'institution dans la lutte contre les fausses informations et participons activement aux discussions se tenant dans le cadre de l'Observatoire de la Haine en Ligne qui s'attache à définir, comprendre et lutter contre les discours de haine.

Nous l'avons publiquement manifesté de nombreuses fois : il est essentiel de disposer d'une structure réglementaire efficace et harmonisée. L'Europe est dans une position unique pour établir les bases d'une norme mondiale, d'ailleurs elle a toujours été pionnière en matière de régulation. Les règles qu'elle édicte deviennent souvent des standards partout dans le monde. C'est en tout cas ce qu'il s'est passé avec le RGPD qui a été reconnu comme un modèle dans de nombreux pays.

En ce sens, nous soutenons les efforts de la Commission européenne pour mettre en place des règles harmonisées sur les contenus préjudiciables. Nous pensons que le cadre du DSA peut répondre aux questions soulevées par les décideurs politiques en Europe concernant la réglementation des contenus, et nous sommes impatients de travailler avec les institutions de l'UE au fur et à mesure de l'élaboration de règles européennes harmonisées.

Si je suis convaincu que la technologie doit être au service de la société, je crois aussi que

c'est le fruit d'une collaboration entre les gouvernements, les entreprises et la société civile qui permettra de garantir que cela soit le cas. En cela, le rôle de Facebook sera central, nous assumerons pleinement les responsabilités qui nous incombent afin de créer un nouveau modèle pour Internet qui respecte les droits des individus, qui encourage la compétition et l'innovation, et surtout, un Internet qui reste ouvert et accessible à tous.